



# LEVONS-NOUS POUR NOS DROITS !

avec le soutien de : Robert Badinter (ancien ministre de la Justice), Tahar Ben Jelloun (écrivain), William Bourdon (avocat), Clotilde Courau (comédienne), C215 (graffeur), Mireille Delmas-Marty (Professeure émérite au Collège de France), Dan Franck (écrivain), Costa Gavras (cinéaste), Emily Loizeau (chanteuse), François Morel (comédien), Franck Pavloff (écrivain), Jean-Louis Servan-Schreiber (journaliste), Lambert Wilson (comédien).

Proclamés comme universels il y a bientôt 70 ans, après que leur méconnaissance et le mépris pour la dignité humaine eurent conduit à la barbarie, les droits humains subissent à l'échelle mondiale ce que nous estimons être le séisme le plus virulent depuis des décennies.

En France, les discours et les propositions fondés sur la peur, l'intolérance, la stigmatisation et les mesures d'exception sont au premier plan de la campagne présidentielle. Ces idées ont contaminé une large partie de l'offre politique, imposant leur logique mortifère. Et quand bien même elles ne sortiraient pas triomphantes de l'élection, ce que nul n'est en mesure d'affirmer, elles s'installent peu à peu dans le paysage politique de notre pays.

Face à ce constat nous sommes inquiets quant à la solidité des digues protégeant notre Etat de droit et notre démocratie, et quant au respect des droits humains. Oui, disons-le, nous

*Les droits humains subissent à l'échelle mondiale ce que nous estimons être le séisme le plus virulent depuis des décennies.*

craignons pour les valeurs fondatrices de ce pays qui suit, parfois même devance, les tendances inquiétantes que nous observons en Europe et dans le monde.

Les expressions de xénophobie et de haine dont de nombreux dirigeants dans le monde se font les promoteurs, prospèrent sur le

*Pour vivre en sécurité, (...) il faut se battre pour que tous les droits soient effectifs pour chacun.*

sentiment d'insécurité face aux attaques terroristes, à la crise de l'accueil des réfugiés, au chômage, à la perception d'une

dissolution identitaire dans la mondialisation. Ces démagogues jouent sur les questionnements légitimes d'une partie de la population pour s'affranchir des principes fondamentaux de l'Etat de droit, qui protègent chaque être humain, pour leur substituer des droits à deux vitesses, le mépris pour la justice, le refus des contre-pouvoirs.

Martelée comme un mantra et s'affranchissant des faits, cette rhétorique semble malheureusement trouver un large écho dans une partie de la société française.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, une vérité élémentaire a été oubliée : les droits

humains n'ont pas été inventés sur un coin de table par de doux rêveurs habités seulement de beaux et grands principes. Ils sont la condition sine qua none pour permettre à chacun et chacune d'entre nous de vivre en sécurité, protégé de l'arbitraire. Ils ont été acquis à force de luttes sociales, de révolutions, instruits de l'expérience des générations précédentes. Pour vivre en sécurité, il ne faut pas *moins* de droits, il faut au contraire se battre pour que *tous* les droits soient effectifs pour *chacun*.

Face à un monde déboussolé et bouleversé, la pire des options ne serait-elle pas de céder à la peur et de renoncer aux principes essentiels qui nous guident, d'accepter qu'ils soient foulés aux pieds ? Ne devons-nous pas au contraire rejeter sans concession la xénophobie et les discriminations et préserver

cette capacité d'empathie qui fait notre humanité ? Défendre une justice forte et indépendante, des médias farouchement libres et méticuleux dans la recherche des faits ?

Si la situation est grave, nous refusons de la voir comme une fatalité. Mobilisons-nous lors des échéances électorales imminentes et au-delà, et montrons à quel point nous tenons à ces principes qui ne sauraient être solubles dans les peurs contemporaines.

Quel.le que soit le ou la candidat.e qui triomphera au soir du second tour, nous serons là pour lui rappeler sans relâche ces principes dont il/elle devra être le/la garant.e et pour veiller à leur mise en œuvre effective. Ces « droits de l'Homme », ce sont avant tout les nôtres : alors, **levons-nous pour les exiger, les défendre, les protéger !**

*Camille Blanc, Présidente d'Amnesty International France  
Bénédicte Jeannerod, Directrice de Human Rights Watch France*

## PARTAGEZ NOTRE APPEL !



Levons-nous pour nos Droits! Appel de @hrw\_fr, @amnestyfrance et plusieurs personnalités: <https://blogs.mediapart.fr/hrw-aif> #LevonsNous



Levons-nous pour exiger, défendre et protéger nos Droits! Lisez et partagez l'appel de Amnesty International France, Human Rights Watch, et plusieurs personnalités sur <https://blogs.mediapart.fr/hrw-aif> #LevonsNous

